Népal : joignons nos forces

Le besoin de justice

Partage international nº 287 – Juillet 2012

Interview de Anuradha Koirala

par Jason Francis

En 1993, un groupe de professionnels engagés dans le social au Népal, comprenant des enseignants, des journalistes et des travailleurs sociaux, s'est réuni afin de faire cesser les injustices sociales et les abus supportés par les Népalaises. Ils ont lancé Maiti Nepal, une ONG basée à Katmandou, dont le principal objectif est de protéger les jeunes filles et les femmes victimes du trafic sexuel et de la prostitution des enfants. Ce groupe s'occupe aussi de l'éradication du travail des enfants et de diverses autres formes d'exploitation et de torture. Anuradha Koirala est une institutrice qui enseigne l'anglais depuis vingt ans dans des écoles prestigieuses de Katmandou fondées par Maiti Nepal en 1993. Suite aux actions qu'elle mène depuis des années, le gouvernement népalais a décrété le 5 septembre Journée Anti-Trafic. Elle a reçu le titre d'Héroïne de l'année 2010 attribué par la chaîne CNN et a reçu en 2011 le Prix Manhe Peace de la part de la Fondation Manhe en Corée du Sud. Jason Francis a interviewé Anuradha Koirala pour Partage international.

Partage international : *Qu'est-ce qui vous a amenée à vous lancer dans le sauvetage et la réhabilitation de femmes et d'enfants victimes de trafic sexuel ou ayant souffert de maltraitances ?*
Anuradha Koirala : En tant que citoyenne consciente, j'étais au courant du trafic sexuel dans mon pays et j'estimais que je devais faire quelque chose. J'étais moi-même une survivante, non du trafic mais de violences domestiques. Et je pensais que je devais faire quelque chose pour les femmes ayant subi de telles violences.

PI. *Comment les enfants et les femmes en arrivent-ils là ?*
AK. La raison en est la disparité entre les sexes. Dans notre pays, les femmes sont des membres de second ordre dans tous les sens du terme – éducation, opportunités d'emploi, mariage. Le gouvernement prétend que l'éducation est gratuite, mais nous savons que c'est faux. Nous éduquons les enfants des villages, ce qui coûte cher : 3 500 roupies par enfant. Si une famille comporte cinq enfants, trois garçons et deux filles, les parents privilégient les garçons car ils pensent que les garçons pourront maintenir la cohésion de la famille alors que les filles se marieront et iront vivre ailleurs. Si bien que les filles ne sont pas éduquées. C'est la disparité entre les sexes en matière d'éducation.
Quant au trafic sexuel, un trafiquant ne dira jamais aux parents : *« Je vais prendre votre fille pour en faire une prostituée. »* Il leur dit : *« Oh, elle est grande, elle a besoin d'argent pour pouvoir se marier et il y a un bon emploi pour elle en ville. »* Les parents envisagent un emploi en ville pour que leur fille puisse se marier. Et une fille a naturellement besoin d'argent pour se marier et il faut donc qu'elle travaille. Là aussi il y a disparité entre les sexes. Il n'y a pas d'opportunités de travail dans les villages, si bien qu'elles se rendent en ville pour chercher un emploi. C'est comme cela qu'elles se font piéger. La pauvreté est évidemment une autre raison pour le trafic sexuel.

PI. *Quelles formes prend cette exploitation ?*
AK. Elles servent avant tout pour l'esclavage sexuel. Dans certains cas, elles sont torturées à l'électricité, battues et privées de nourriture. Elles attrapent toutes sortes de maladies. Si elles tombent enceintes, elles doivent se faire avorter. Et une heure après l'avortement elles doivent reprendre du service.

PI. *Les garçons sont-ils également concernés ?*
AK. Oui, mais la forme du trafic est différente pour eux. Des petits garçons sont emmenés dans les villes indiennes pour broder des vêtements parce qu'ils ont de petites mains. Les vêtements sont destinés à des gens riches et vendus dans les grandes villes. Ils sont aussi utilisés pour mendier. Ils sont horriblement mutilés et défigurés, et obligés de s'asseoir dans la rue pour mendier ; puis les trafiquants ramassent l'argent. Les petits garçons sont en outre pris pour leurs reins.

PI. *Combien d'enfants et d'adultes sont-ils pris dans ces trafics ?*
AK. Actuellement, entre 12 000 et 15 000 personnes sont abusées chaque année. En Inde, entre 250 000 et 350 000 femmes et enfants sont soumis à ces trafics.

PI. *Maiti Nepal vient aussi en aide à des enfants victimes du travail forcé. Quel genre de travail ces enfants sont-ils contraints de faire ?*
AK. Ils sont utilisés pour des travaux domestiques. Beaucoup d'enfants étaient utilisés dans des usines de cuivre, mais ils n'y en a plus autant de nos jours. De nombreuses ONG et des agences de l'Onu se consacrent à l'éradication du travail des enfants et les gens commencent à en prendre conscience. Si bien que le pourcentage d'enfants impliqués dans ces travaux est en diminution.

Des centres de prévention et de transit

PI. *Pouvez-vous parler du travail accompli par Maiti Nepal dans ses centres de prévention ?*
AK. Nous avons créé les centres de prévention parce que nous voulions prévenir les trafics dans les villages et fournir des emplois aux filles. Celles-ci résident dans les centres de prévention – par groupes de 30, pour une formation de six mois. La personne responsable du centre est toujours une femme qui a été utilisée dans un trafic, et elle explique tout aux filles sur ces trafics. Des conseillers et des instituteurs enseignent les traditions aux filles. Nous pensons que les filles devraient faire quelque chose dans les villages après leur formation.
En dehors des centres de prévention nous faisons un important travail d'information dans les villages. Nous intervenons dans plusieurs secteurs comme la police, les avocats et la société civile. C'est ainsi que nous empêchons que des jeunes filles ne soient prises, mais un changement d'attitude prend beaucoup de temps. Nous avons changé de nombreuses attitudes, notamment au sein de la police. Mais les juristes doivent encore changer d'attitude à ce sujet ; ils ne pensent qu'aux questions politiques non aux problèmes sociaux. Si les politiciens changeaient les lois, il serait plus facile d'éradiquer définitivement le trafic sexuel.

PI. *Pouvez-vous nous parler du centre Sonja Balbalika Griha de protection de l'enfance, à Katmandou ?*
AK. Sonja est le nom de la fille de notre sponsor – une jeune Allemande morte d'un accident de bicyclette. Le Foyer des enfants de Sonja accueille 315 enfants tous scolarisés. Ceci est la partie prévention de notre travail parce que si ces filles n'avaient pas été entraînées loin de la rue par Maiti Nepal, elles auraient été emmenées en Inde et forcées à se prostituer. Aujourd'hui elles étudient et beaucoup vont à l'université.

PI. *Pouvez-vous nous décrire le travail des neuf centres de transit ?*
AK. Les centres de transit se trouvent à la frontière entre l'Inde et le Népal. Il y a 26 postes frontaliers entre les deux pays. Nous souhaiterions pouvoir être présents dans tous ces 26 postes, mais nous ne disposons d'argent que pour neuf postes. Il n'y avait là que la police, l'immigration et la douane, mais aujourd'hui nous y sommes également présents.
Du fait que les filles que nous plaçons à cette frontière ont été victimes et survivantes du trafic, leur regard est plus lucide que le vôtre ou le mien. Elles sont capables de repérer quelle jeune fille est victime de trafic. Nous avons 5 filles par poste frontière, qui travaillent de 6 h du matin à 6 h du soir. Elles arrêtent toutes les adolescentes et leur parlent. C'est ainsi qu'elles interceptent chaque jour 4 ou 5 jeunes filles.
Les centres préviennent le trafic et enseignent un métier aux jeunes filles afin qu'elles puissent rester au village. Les centres de transit interceptent les filles qui sont exploitées et les ramènent au village. Nous les aidons si elles souhaitent aller dans un centre de prévention et bénéficier d'une formation.

PI. *Combien d'enfants et de femmes ont-ils été aidés par Maiti Nepal au fil des années ?*
AK. A ce jour, nous avons intercepté plus de 12 000 jeunes filles. Celles que nous avons pu sauver et qui sont restées dans nos centres sont au nombre de 7 000. Aujourd'hui, nos centres comptent plus de 500 femmes et enfants.

PI. *Quelle est la fréquence des maladies sexuellement transmissibles chez les victimes de ce trafic ?*
AK. 70 %.

PI. *Pouvez-vous nous parler des hospices de Maiti Nepal ?*
AK. Nous avons deux hospices. L'un se trouve dans la partie orientale du Népal et l'autre à Katmandou. Ils hébergent des enfants et des femmes atteintes du sida et tous reçoivent un traitement antirétroviral. Certains ont d'autres maladies, comme l'hépatite multi-résistante aux médicaments. Nous avons des médecins et des infirmières et tout l'équipement médical nécessaire. Lorsque des enfants et des femmes sont gravement malades et que nous ne pouvons rien faire, nous les envoyons dans deux hôpitaux proches qui nous aident.

PI. *Comment les gouvernements népalais et indien réagissent-ils ?*
AK. Avant tout, la situation politique dans notre pays est instable. Nous ne nous attendons donc pas à ce que le gouvernement fasse grand-chose. Quant aux pays voisins, nous pensons qu'ils font quelque chose, mais nous n'en sommes pas sûrs. Nous nous retrouvons chaque mois à la frontière pour une

réunion entre notre gouvernement et les leur. Notre action a porté ses fruits parce que notre gouvernement soulève la question du trafic à chacune de nos rencontres. Et au niveau local, notre gouvernement travaille dur.

PI. *Que se passe-t-il lorsqu'un trafiquant est pris ?*
AK. Quand une fille vient à nous et nous signale un trafiquant, nous le faisons arrêter avec l'aide de la police et une plainte est déposée contre lui. Il fallait trois ou quatre ans pour qu'un trafiquant soit condamné, mais aujourd'hui cela prend entre six mois et un an. Le taux de condamnations est très élevé au Népal. Les peines sont de 20 ans en moyenne, mais nous nous efforçons d'obtenir un emprisonnement à vie et la confiscation des biens. Même si la moyenne est de 20 ans, de nombreux trafiquants ont été condamnés à 35 ans de prison. L'un d'eux a même été condamné à 90 ans, mais il est mort en prison au bout de six ans parce qu'il souffrait du sida. Mais avec la cadence des mises en accusations et la police qui se charge des dossiers, la situation est cent fois meilleure qu'auparavant.

PI. *Quel est le pourcentage des personnes que vous aidez et qui peuvent ensuite rejoindre leur famille ?*
AK. Plus de 80 % des filles ont pu retourner dans leur famille – pas seulement leur famille, mais dans leur communauté, où elles ont retrouvé leur dignité. Les 20 % restants vivent dans différents centres, mais elles travaillent et vivent convenablement en société.

PI. *De quelle façon l'attitude devrait changer afin d'éradiquer définitivement ces crimes ?*
AK. C'est l'attitude de tout le monde qui doit changer. Chacun doit penser que chaque fois qu'un enfant est victime de ce trafic, il s'agit de son propre enfant. Les choses ne changeront pas tant que chacun ne réalisera pas que tout enfant est son propre enfant. Je souhaite que tout le monde joigne ses forces pour lutter contre ces crimes horribles.

Pour plus d'information : www.maitinepal.org

Népal **Auteur** : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : Société, femmes, politique, éducation
Rubrique : Entretien